HARCÈLEMENT EN LIGNE DES JOURNALISTES

Quand les trolls lancent l'assaut

REPORTERS SANS FRONTIÈRES
POUR LA LIBERTÉ DE L'INFORMATION

SOMMAIRE

INTRODUCTION

Dans son nouveau rapport intitulé **“Harcèlement en ligne des journalistes : quand les trolls lancent l’assaut”,** Reporters sans frontières (RSF) révèle l’ampleur d’une nouvelle menace qui pèse sur les journalistes : le harcèlement via les réseaux sociaux. Leurs auteurs ? De “simples haters”, individus ou communautés d’individus dissimulés derrière leur écran, ou des mercenaires de l’information en ligne, véritables “armées de trolls” mises en place par des régimes autoritaires… En 2018, faire pression sur les journalistes en ligne n’a jamais été aussi simple. La liberté d’expression est à présent utilisée pour entraver la liberté de l’information, notamment via le recours aux bots.

Pendant six mois, RSF a documenté des dizaines de cas dans 32 pays, via les douze bureaux et sections de l’organisation ainsi que son réseau de correspondants à travers le monde. Pour la première fois, RSF dresse une typologie des attaques en ligne contre les journalistes. Des experts en cyber-criminalité, des “scientifiques des données”, des responsables de rédactions, des avocats ont été interrogés, mais aussi – et surtout – des journalistes parfois dépassés par une vague de violence dont eux-mêmes n’avaient pas imaginé l’ampleur.

Les liens entre les donneurs d’ordre et les trolls qui mettent en œuvre la cyberviolence contre les journalistes sont souvent difficiles à démontrer, et la recherche sur ces questions doit encore être développée. Une chose est néanmoins établie : le phénomène se propage à l’échelle mondiale. Comment répondre à ces campagnes virulentes en ligne dont les conséquences sont parfois dramatiques ? RSF fournit des recommandations à l’attention des gouvernements, aux organisations internationales, aux plateformes, aux médias et aux annonceurs.

“Journalope, merdia… Une fois, deux fois, ça passe encore. Mais des centaines de fois, ça a des conséquences sur le moral, forcément.”

Une journaliste française

“Le journaliste de la rédaction papier était choqué de faire face à autant d’insultes pour un simple article. Pour lui, c’était un déferlement de haine. Mais pour nous, c’était un mardi.”

Un journaliste web, dans une radio nationale française

“Longtemps, je me suis dit : c’est le prix à payer. Mais ce n’est pas parce que c’est comme ça, que ça doit rester impuni.”

Un journaliste colombien victime de harcèlement

“Ceux qui disent que ce n’est pas grave, que ce ne sont que des menaces, ne l’ont jamais vécu.”

Un responsable d’une rédaction dont les journalistes sont harcelés

---

“Sur Twitter, beaucoup de journalistes font de la veille, mais n’osent pas s’exprimer. Ils craignent les retours de bâton.”

Un journaliste responsable des réseaux sociaux de sa rédaction

---

“Le virtuel, ça n’existe pas.”

Une journaliste victime de harcèlement en ligne

1 LE HARCÈLEMENT EN LIGNE, UNE STRATÉGIE DE DÉSINFORMATION

MEXIQUE : LES “GANGS DE TROLLS” ONT PRIS LE POUVOIR SUR L’INFO

Le Mexique est le pays “en paix” où les journalistes sont le plus victimes de violences physiques : 11 journalistes ont été tués en 2017. C’est aussi un pays où les campagnes de désinformation en ligne, alimentées par des programmes informatiques – les bots – et des faux comptes, connaissent une ampleur sans précédent. Au Mexique, les réseaux sociaux sont devenus le nouveau champ de bataille des campagnes électorales. Les débats précédant l’élection présidentielle de juillet 2018 en sont un exemple flagrant : des batailles sont menées par des gangs de trolls à coups de hashtags postés en masse sur les réseaux sociaux en faveur d’un candidat, dans l’objectif de les élever au rang de *trending topic* – mots clés à suivre suggérés sur Twitter. Ces applaudissements virtuels émanant de programmes informatiques et de fausses informations portent atteinte à l’intégrité du débat public en noyant le contenu journalistique, créant ainsi une asymétrie de l’information. Pour les citoyens mexicains, il est devenu de plus en plus difficile de distinguer le contenu journalistique du contenu promotionnel ou manipulé, dans un pays où 18 % des publications et profils sur Twitter auraient été créés par des bots et des influenceurs.

Ces gangs de trolls ne limitent pas leur champ d’action aux affaires mexicaines. Le journaliste d’investigation mexicain Alberto Escorcia, spécialiste de la propagande automatisée en ligne, a découvert que des comptes basés au Mexique auraient aussi tenté d’influencer le référendum sur l’indépendance de la Catalogne en octobre 2017, un moment de forte polarisation politique marqué par de nombreuses pressions contre les journalistes. *“Ces faux comptes ont été utilisés pour promouvoir des informations contre l’indépendance en Catalogne et pour diffuser des informations provenant du site d’informations russe RT”*, précise-t-il à Reporters sans frontières. Du spam, en quelque sorte, mais envoyé à grande échelle dans un contexte électoral, pour influencer l’opinion des lecteurs.

→ Les “gangs de trolls” mexicains : des comptes dormants réactivés pour fournir des applaudissements virtuels à des politiques au Mexique… ou en Europe.
Crédit : RSF.

“Ce ne sont pas seulement deux ou trois comptes qui diffusent une rumeur, dénonce le journaliste. *C’est de la techno-censure.”* Des raids orchestrés, massifs, parfois organisés pour cibler et attaquer des journalistes. Sur son site, LoQueSigue, Alberto Escorcia avait déjà révélé qu’une armée de 75 000 robots avaient entravé les protestations en lien avec la disparition de 43 étudiants à Ayotzinapa, dans l’Etat de Guerrero, en 2014. Ces comptes dormants ont ensuite été réactivés en 2017 lors de la campagne d’Alfredo del Mazo pour le poste de gouverneur de l’Etat de Mexico. Ces découvertes ont valu au journaliste de recevoir, à plusieurs reprises, des menaces de mort, à tel point qu’il a dû fuir temporairement le pays.

→
Une menace de mort est diffusée à l’encontre d’un journaliste mexicain sur Twitter.

EN INDE, LES “YODDHAS” DE NARENDRA MODI AGRESSENT EN LIGNE LES JOURNALISTES

Un phénomène global de désinformation est orchestré au plus haut sommet, dans des régimes autoritaires mais aussi dans certaines démocraties à la dérive. En Inde, ceux que Narendra Modi nomme ses “yoddhas” profèrent des menaces de mort, insultent les journalistes, font preuve d’hostilité à l’égard des femmes, des minorités et des intouchables. Il se surnomment “Proud Hindu”, “Bharat mata Ki Jai” (“Vive notre mère l’Inde”) ou encore “Desh Bhakt” (“patriote”) et affichent des portraits de divinités hindoues ou de Modi en guise de photo de profil sur les réseaux sociaux.

Sadhavi Khosla, une jeune entrepreneuse, décide de rejoindre en 2013 l’équipe de campagne de Narendra Modi. Arvind Gupta, qui dirige à l’époque la cellule des technologies de l’information du parti nationaliste hindou, la reçoit dans un bureau, *« entouré de grands écrans qui affichent en temps réel les données sur l’activité et les tendances sur les réseaux sociaux »*. Il lui donne une “hit list” de journalistes à cibler. Pendant près d’un an, y compris plusieurs mois après la victoire de Narendra Modi aux élections, Sadhavi Khosla passe ses journées sur les réseaux sociaux à relayer les messages de harcèlement en suivant les instructions du parti. Des pratiques révélées dans le best-seller *I am a Troll* de la journaliste indienne Swati Chaturvedi, qui y décrit la manière dont les réseaux sociaux sont utilisés par le pouvoir pour contourner et décrédibiliser les médias.

Régulièrement interpellé sur les raisons qui le poussent à suivre des comptes qui insultent des journalistes sur les réseaux sociaux, Narendra Modi, qui s'est notamment fait élire grâce à des militants très organisés sur internet, se mure dans le silence. En 2015, le Premier ministre indien est même allé jusqu'à inviter les détenteurs de 150 de ces comptes à une rencontre, organisée par le président du cabinet technologique du parti nationaliste hindou Bharatiya Janata Party, qui a personnellement sélectionné les "yoddhas". Le jour suivant, la plupart des agresseurs en ligne ont diffusé des photos d'eux aux côtés de Modi.

Rana Ayyub, auteure des *Gujarat Files: "On m'a traitée de prostituée, d'escort girl, d'esclave sexuelle de Daesh"*

—
Rana Ayyub à New Delhi pour recevoir le prix de «l'icône de la jeunesse de l'année» en avril 2018.
© Chandan Khanna / AFP

"On m'a appelée Jihad Jane, Islamo Fasciste, l'esclave sexuelle de l'Etat islamique, porkistani [détournement des mots porc et pakistanais, NDLR], raconte Rana Ayyub, journaliste indépendante. *On m'a traitée de prostituée. Mon visage a été apposé à la photo d'un corps nu et la photo de ma mère a été prise sur mon compte Instagram et 'photoshoppée' de toutes les manières possibles."* Rana Ayyub est régulièrement la cible de trolls qui lui reprochent d'avoir pointé du doigt le discours nationaliste du Premier ministre indien Narendra Modi dans son enquête *Gujarat Files – anatomie d'une couverture.* Faisant fi des pressions et de l'autocensure qui gangrènent la profession dans le pays, la journaliste a également enquêté sur les violences contre les Sikhs en 1984 et sur le massacre de musulmans en 2002.

Depuis la parution en avril dernier d'un faux tweet lui attribuant des propos invraisemblables selon lesquels elle soutiendrait des violeurs d'enfants et prendrait la défense des musulmans contre le gouvernement nationaliste hindou, la journaliste est victime d'un nouveau déchaînement de haine sur les réseaux sociaux. *"Je n'ai pas pu dormir pendant trois nuits,* déclare-t-elle alors à RSF. *Les trolls ont posté mon numéro de téléphone et mon adresse personnelle. Avec une haine si profonde, qu'est-ce qui va les empêcher de venir chez moi en meute et me tuer ?"* Un post Facebook laisse peu de doute sur la provenance de cette campagne : *"Tu vois, Rana Ayyub, voilà ce qu'ils ont diffusé sur toi. Alors ne t'avise pas de parler à nouveau des Hindous et de Modi."* Rana Ayyub a été nominée au Prix RSF 2017. RSF appelle le gouvernement indien et la police de New Delhi à tout mettre en œuvre pour assurer sa protection.

> *"Les femmes qui parlent trop doivent être violées."*
> Une menace reçue en ligne par une journaliste.[1]

1. https://www.osce.org/fom/220411?download=true

LES FEMMES ET JOURNALISTES D'INVESTIGATION, CIBLES PRIVILÉGIÉES

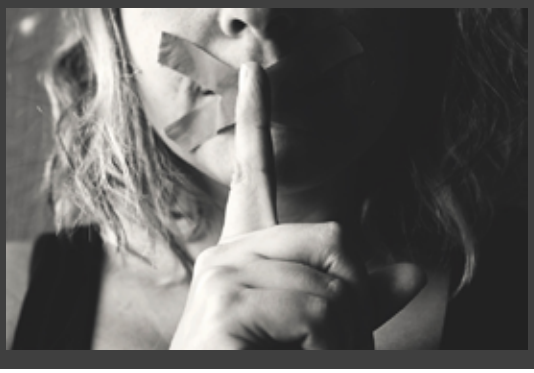
Les commentaires haineux propagés à l'issue de la publication d'un article sont désormais devenus monnaie courante pour bon nombre de journalistes. *"Auparavant, ce sont plutôt les rédactions qui étaient attaquées. Aujourd'hui, ce sont les journalistes eux-mêmes, en tant que personnes",* observe le responsable d'une rédaction française interrogé par RSF.

En avril 2017, le Conseil de l'Europe a publié une étude sur le harcèlement à l'encontre des journalistes au sein de ses 47 membres. Sur les 940 journalistes interrogés, 40 % auraient subi des formes de harcèlement ayant *"affecté leur vie personnelle"* au cours des trois années précédentes. Dans 53 % des cas, il s'agissait de cyberharcèlement. La cible privilégiée : les journalistes d'investigation qui mènent des enquêtes dérangeantes à l'égard de régimes autoritaires ou de groupes politiques et criminels.

En avril 2016, lors des révélations autour du scandale des Panama Papers, l'ancien président équatorien Rafael Correa a cité les noms de cinq journalistes équatoriens ayant participé à l'enquête, et les a accusés de partialité pour avoir dévoilé les faits impliquant des proches du gouvernement. Ces journalistes sont alors devenus la cible d'une campagne de harcèlement sur les réseaux sociaux. La journaliste Katherine Pennacchio a ainsi été insultée et une campagne de diffamation a été menée à son encontre. Ses détracteurs lui reprochaient ses révélations au sujet de l'église d'un pasteur évangéliste liée au scandale des Panama Papers.

Le cas de cette journaliste illustre aussi un autre phénomène d'ampleur : le ciblage des femmes. La Fondation internationale des femmes dans les médias (IWMF) indiquait en 2013 que les deux tiers des professionnelles de l'information interrogées dans le cadre d'une étude internationale ont été victimes de harcèlement. Pour 25 % d'entre elles, les faits se déroulent en ligne. Ces violences basées sur le genre se doublent parfois de menaces racistes.

Le rapport "Droits des femmes : enquêtes interdites" publié le 8 mars 2018 par RSF confirme cette tendance. Le think tank britannique Demos a étudié des milliers de tweets et estimé que le journalisme était l'une des catégories dans lesquelles les femmes recevaient plus d'insultes que les hommes. Parmi les insultes – et menaces – récurrentes : *"salope"*, *"viol"*, *"prostituée"*. Selon Danielle Keats Citron, professeure à l'Université de droit de Maryland, *"le cyberharcèlement basé sur le genre répond à quelques principes de base : ses victimes sont des femmes [...] (ici des journalistes), les menaces sont d'ordre sexuel et dégradantes."* Ces attaques passent par l'envoi de photos explicites, par des *"blagues"* douteuses, des remarques misogynes, l'utilisation de surnoms, des photomontages. La pornographie non-consensuelle devient ainsi un outil d'intimidation à destination des femmes journalistes.



→
Laura Kuenssberg, chef du service politique de la BBC.
© Justin Tallis / AFP

En septembre 2017, la journaliste Laura Kuenssberg a dû avoir recours aux services d'un garde du corps. Cette reporter britannique – la première à diriger le service politique de la BBC – ne s'est pas rendue sur un terrain "chaud", un pays en guerre. Elle devait simplement couvrir le Congrès du Labour. Depuis 2016 et les élections locales, Laura Kuenssberg est en effet la cible privilégiée de soutiens du parti britannique travailliste qui l'accusent de partialité dans sa couverture des élections. Ces derniers sont même allés jusqu'à lancer une pétition demandant à ce qu'elle soit licenciée, attirant jusqu'à 35 000 signatures. Les menaces dont elle a fait l'objet ont été, pour la plupart, reçues en ligne.


Nighat Dad. Crédit : TedGlobal

Au Pakistan, où 68 % des journalistes ont été victimes de harcèlement en ligne, des femmes activistes et des féministes sont trollées et désignées comme étant des agents occidentaux. L'activiste Nighat Dad, une figure de proue de la lutte contre le harcèlement en ligne, témoigne : *"J'ai été victime de chantage, mes photos ont été photoshoppées, mes comptes personnels hackés et j'ai reçu des menaces de viol".* En 2012, l'activiste a mis en place la Digital Rights Foundation pour aider les femmes pakistanaises à faire face au phénomène de harcèlement en ligne.

Khadija Ismayilova est reconnue pour ses enquêtes sur la corruption en Azerbaïdjan. Pour la faire taire, ses détracteurs sont allés jusqu'à placer des caméras chez elle pour la filmer dans son intimité, afin de la faire chanter : elle devait cesser ses enquêtes sous peine de voir ses contenus diffusés en ligne. Courageuse, Khadija n'a pas cédé, et les vidéos ont été postées. En décembre 2014, la journaliste a été arrêtée et condamnée à 7 ans et demi de prison sous un prétexte fallacieux. La communauté internationale, dont RSF, s'est mobilisée. Elle a été libérée depuis avec sursis, mais reste sous étroite surveillance et interdite de voyager.

→
Khadija Ismayilova
© : Wikimedia commons.

Rien n'avait préparé la journaliste philippine Maria Ressa, aujourd'hui à la tête du site indépendant Rappler, à un tel déferlement de haine en ligne. *"J'ai été appelée mocheté, chienne, serpent, menacée de viol et de meurtre"*, témoigne-t-elle. Depuis l'élection de Rodrigo Duterte à la présidence en 2016, les journalistes philippins qui mènent, comme elle, des enquêtes indépendantes sur le pouvoir sont constamment pris pour cible. Et les menaces en ligne font écho aux attaques régulières du gouvernement philippin contre Rappler, soutenu par RSF.

→
La présidente de Rappler, Maria Ressa.
© Noel Celis / AFP

"Ceux qui disent que ce ne sont pas de vraies menaces ne l'ont jamais vécu"
Un journaliste victime de cyberharcèlement.

CENSURE, AUTO-CENSURE, DÉCONNEXION TEMPORAIRE, EXIL : L'EXERCICE DU JOURNALISME MENACÉ

Les conséquences sont d'abord psychologiques pour les journalistes. *"On a beau avoir le cuir épais, à un moment, la cuirasse se fissure,* raconte Pascal Wallart, chef d'agence du journal *La Voix du Nord* à Hénin-Beaumont, une ville française dirigée par le parti d'extrême droite Front National. *On se sent broyé par cette volonté de détruire l'autre."*

"Les phénomènes de viralité [...] renforcent encore davantage la violence subie, le sentiment d'humiliation et la détresse des victimes. La violence est démultipliée par l'imbrication du "en ligne" et du "hors ligne", ne laissant à la victime aucun répit", analyse le Guide français de la lutte contre les cyberviolences à caractère sexiste. Un mécanisme qui s'applique aussi aux les journalistes.

Selon une étude du Pew Research Center menée en 2014 aux Etats-Unis, environ 40 % des personnes harcelées en ligne ont décidé de répondre à leurs harceleurs, et seulement la moitié d'entre elles ont répondu activement en bloquant le harceleur ou en lui envoyant un message. Beaucoup de journalistes choisissent également l'ignorance : *"Je ne lis pas ce type de messages, je les efface immédiatement,"* dit ainsi Elena Milashina, journaliste du média indépendant russe *Novaïa Gazeta*. D'autres se déconnectent temporairement à la suite d'une campagne de dénigrement. *"Afin de préserver ma santé mentale et d'éviter de perdre encore plus de temps là-dessus, je me suis éloignée des réseaux [...] quelques jours, mais j'y retournerai, bien sûr"*, affirme ainsi Beatriz Navarro, correspondante de *La Vanguardia* à Bruxelles.

"Je parle moins des sujets tabous de la société [...] Il faut être stratège si on ne veut pas être contraint à l'exil."

→ Le journaliste Abdou Semmar. *"Ces attaques ont bousillé ma vie."*
© DR

Après avoir subi ce type de harcèlement, certains journalistes interrogés par RSF ont choisi d'être moins visibles sur internet. Ils en sont parfois venus à s'auto-censurer. Le journaliste algérien Abdou Semmar, qui a reçu des menaces en ligne ciblant notamment sa sœur, témoigne : *"Ces attaques en ligne ont bousillé ma vie familiale [...]. J'ai réduit ma présence sur les réseaux sociaux, je ne parle plus des homosexuels, je parle moins des tabous de la société pour ne pas fournir une arme à mes ennemis. A un moment, c'est malheureux, mais il faut être stratège si on ne veut pas être contraint à l'exil."*

Parfois, le danger est tel que les journalistes, dont certains sont soutenus par RSF, doivent quitter leur pays ou changer de profession. Ainsi, le journaliste David Thomson, qui a reçu de nombreuses menaces de mort en ligne lorsqu'il enquêtait sur les réseaux djihadistes en France, a été contraint de s'exiler en 2017 aux Etats-Unis.

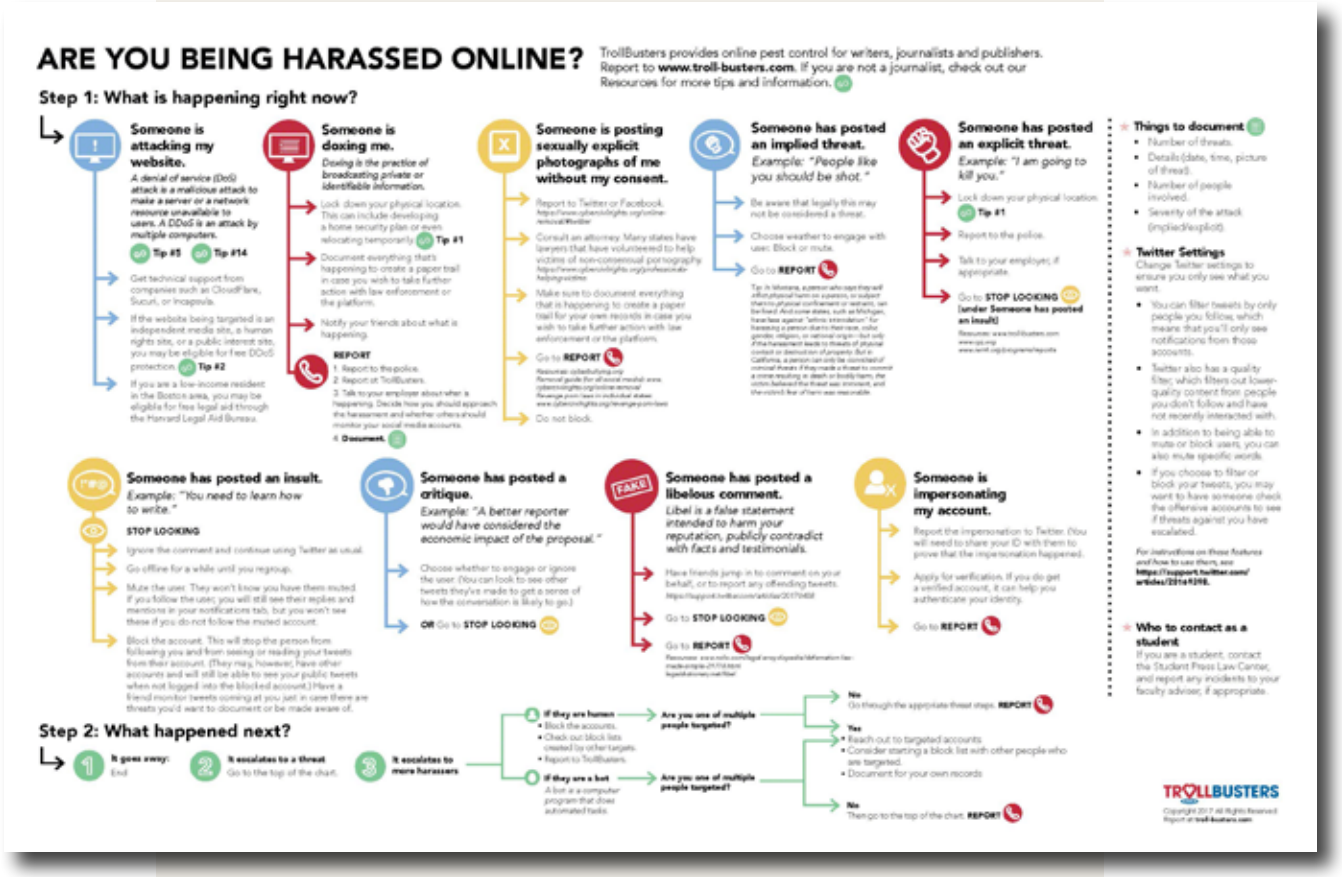
Selon une étude publiée par le Conseil de l'Europe en avril 2017, 31 % des journalistes atténuent la couverture des sujets après avoir été harcelés, 15 % les abandonnent, 23 % ne diffusent pas certaines infos, et 57 %... ne dénoncent même pas ces violences.

La violence en ligne a un autre effet pervers : elle est dissuasive. Elle peut décourager les journalistes non harcelés d'écrire sur des sujets jugés sensibles ou de trop communiquer sur les réseaux sociaux. Les harceleurs envoient donc un message non seulement à leurs victimes, mais aussi à tous les journalistes. Et si les rédactions commencent à prendre la mesure de l'ampleur des violences en ligne qui pèsent sur leurs journalistes, les journalistes free-lance, eux, sont particulièrement isolés et donc fragilisés.

Communautés de trolls bienveillants vs Armées de trolls haineux

"*Certains journalistes considèrent les messages de haine comme un badge d'honneur,* rapporte Michelle Ferrier, ancienne chroniqueuse victime de menaces sur elle-même et sur ses enfants dans les années 2000 et qui, se heurtant à un mur lorsqu'il fut question d'y répondre, décida de créer une initiative pour combattre le harcèlement en ligne, TrollBusters. TrollBusters consiste à actionner une communauté d'internautes bienveillants pour "répondre" aux trolls. Une manière de faire remonter les hashtags et les messages positifs pour créer une bulle protectrice autour du journaliste.

Mobiliser une communauté d'ambassadeurs prêts à défendre les journalistes harcelés : cette méthode est souvent utilisée par les victimes de harcèlement en ligne. Début 2017, la journaliste philippine Maria Ressa, à la tête du site Rappler, reçoit des menaces de mort et de viol. Elle demande alors à sa communauté de l'aider à identifier son harceleur, qui utilise un compte Facebook sous un faux nom. Elle parvient à identifier un étudiant de 22 ans. Son université est prévenue, le harceleur contraint d'appeler Maria Ressa et de s'excuser.
TrollBusters propose aujourd'hui un test pour savoir si l'on est victime de harcèlement. Le collectif Tactical Technology a également publié un site de ressources pour les femmes victimes de cyberharcèlement. Des solutions salutaires, nécessaires, mais encore trop peu nombreuses.



"Etes-vous harcelé(e) en ligne?" L'une des ressources mises à disposition par le site TrollBusters.

2 UN PHÉNOMÈNE AMPLIFIÉ PAR LA VIRALITÉ DU WEB

Les conséquences du harcèlement en ligne sont d'autant plus dramatiques que les nouvelles technologies permettent d'amplifier les messages de haine. L'intelligence artificielle est utilisée à des fins malveillantes ; la censure est automatisée via les bots. Et les réseaux sociaux offrent une caisse de résonance inédite exploitée par les ennemis de la liberté de la presse pour y distiller haine et désinformation.

"NAGEURS SYNCHRONISÉS" : LA ROBOTISATION DE LA CENSURE

"Les robots tweetent", rappelle la chercheuse Nathalie Maréchal dans une étude réalisée pour l'Université de Caroline du Sud aux Etats-Unis. Selon des estimations du fournisseur de service de sauvegarde en ligne Imperva Incapsula, les robots ont réalisé 51,2 % de tout le trafic web en 2016. Certains organisent le contenu et le diffusent. D'autres – qui représentent la majorité des activités des robots depuis 2013 – se révèlent malveillants et volent, par exemple, du contenu*. Ceux-là sont déployés notamment par des gouvernements contre leurs opposants et les voix indépendantes, dont font partie les journalistes. Ces robots permettent de créer des milliers de faux comptes et de faux profils déployés en un clic, guidés par des algorithmes programmés pour réagir à certains mots-clés.

"Presstitute". Victimes de harcèlement en ligne, les journalistes du site américain ProPublica en attestent : *"Nous avons appris une leçon : à quel point il est simple et peu onéreux pour les haters de venir perturber notre travail."* Dans un article évoquant *"le faible coût du harcèlement en ligne",* la journaliste Julia Angwin explique que des tweets d'insultes reçus par des journalistes de ProPublica ont été coordonnés *"comme des nageurs synchronisés"*. Le tweet d'un utilisateur, accusant les journalistes de ProPublica d'être des *"presstitutes"*, variante anglo-saxonne du *"journalope"* français, a été retweeté plus de 20 000 fois. L'utilisation de bots permet en effet de démultiplier l'ampleur de l'attaque. *"Parfois, ce peut être des usines à smartphones. Des smartphones connectés entre eux qui s'envoient les mêmes messages, mais ça rajoute de la complexité"*, note le chercheur Nicolas Vanderbiest. Les fausses informations diffusées par des robots sont lues et relayées par de vrais activistes, dans un contexte de polarisation des débats. C'est la recette gagnante de **l'astroturfing**.

→ Nageurs synchronisés. Sur la toile, les raids anti-journalistes sont coordonnés, organisés entre eux.
© DR

*hacking, spam

Les vendeurs de trolls, ennemis de la liberté d'information en ligne
Des entreprises, qui génèrent du cash en proposant à des organisations ou des individus de gagner des followers, portent leur part de responsabilité dans cette mécanique. Ainsi, la société Followers and Likes n'a pas hésité à vendre aux journalistes de ProPublica – qui avaient créé deux faux comptes Twitter dans l'objectif de comprendre les modes opératoires des trolls – 10 000 retweets pour un faux compte pro-russe moyennant 45 dollars, et 5 000 retweets pour un faux compte en anglais, pour 28 dollars. Les journalistes de ProPublica s'étaient adressés à plusieurs entreprises vendant des abonnés. Certaines d'entre elles ont décliné leur demande, d'autres ont accepté, comme Devumi. Le même type de société permet de rendre possible le **"email bombing"**, une autre forme de harcèlement qui consiste à inscrire une personne via sa boîte mail à de nombreux sites, souvent pornographiques. Sur certains forums, l'envoi de 1 000 mails d'inscription à des sites n'est facturé que 5 dollars. *"Harceler sur internet ne coûte pas cher",* concluent les journalistes de ProPublica, eux-mêmes victimes de campagnes de harcèlement en ligne à la suite de leurs enquêtes sur les trolls. Pour RSF, cette automatisation de la censure constitue une entrave à la liberté de l'information, et les plateformes doivent s'investir davantage contre la robotisation de la censure.

LES COMPORTEMENTS "TROLLESQUES" FAVORISÉS PAR LES BULLES FILTRANTES


Crédit : PxHere / DR.

→ Sur les réseaux sociaux, nous partageons, aimons et commentons le contenu qui nous conforte dans nos croyances. Quitte à s'enfermer dans des *"bulles de filtre"* ? *"Comme dans la vraie vie",* rétorquent les plateformes.

Si le harcèlement en ligne contre les journalistes est à ce point dévastateur, c'est en raison d'un atout majeur dont bénéficient les trolls qui distillent des messages de haine à l'encontre des journalistes : la viralité. Les menaces, les insultes, les fausses informations répondent à un mode de fonctionnement qui suscite la pulsion du clic, l'indignation, qui conforte ce que l'activiste Eli Pariser appelle les "bulles de filtre".

Pour Gérald Bronner, auteur de *La démocratie des crédules*, *"nous avons tous tendance à aller chercher les informations qui vont dans le sens de nos compulsions idéologiques. Cette forme de confort intellectuel assure la pérennité de nos croyances."** Selon l'Institut de technologie du Massachusetts (MIT), une fausse information se propage six fois plus vite en ligne qu'une vraie information. Le mode de diffusion algorithmique des contenus récompense donc les attitudes trollesques.

Ces nouvelles règles du jeu poussent aussi les journalistes, dont les contenus sont noyés dans les *newsfeed* des réseaux sociaux – ce que RSF a dénoncé –, à s'exposer davantage en ligne, dans un contexte où la frontière entre vie privée et vie professionnelle devient de plus en plus poreuse. Les journalistes utilisent par exemple leurs comptes personnels pour rendre leur travail visible. Les harceleurs en profitent alors pour exploiter des informations personnelles glanées en ligne pour mieux les détourner et décrédibiliser ensuite les messages de ces mêmes journalistes.

Difficile pour les journalistes de déserter les réseaux sociaux

Impossible pour les journalistes de déserter les réseaux sociaux, un terrain certes miné, mais devenu indispensable à l'exercice de leur métier. Quatre-vingt-quatorze pourcents des 357 journalistes français interrogés pour une enquête menée par l'entreprise Cision au second trimestre 2017 utilisent les réseaux sociaux – Facebook et Twitter en tête – dans le cadre de leur travail. Parmi eux, 77 % s'en servent pour publier ou promouvoir leur contenu, 73 % pour suivre les autres médias ou leur domaine de prédilection et 70 % pour interagir avec le public . Si une présence accrue sur les réseaux sociaux les expose davantage au harcèlement en ligne, ces derniers sont pourtant devenus un outil dont il est difficile de se passer.

→ Les réseaux sociaux ? Une visibilité, des sources d'information, un accès facilité au lecteur… qui peuvent se transformer en piège pour les journalistes.
© Pixabay/DR

Impensable donc, de quitter un terrain investi par les trolls qui, bien souvent, restent impunis. *"On prend le dossier à bras le corps,* confie le responsable d'une rédaction. *Mais c'est un dossier nouveau."* Beaucoup de journalistes interrogés reprochent à Twitter et Facebook de ne pas faire le nécessaire pour lutter efficacement contre le harcèlement en ligne des journalistes. Certaines plateformes tentent d'agir. Par exemple, le réseau de discussions Reddit avait supprimé des sous-forums pour venir à bout des trolls. Avec un résultat limité, puisqu'ils semblent migrer vers d'autres sites.

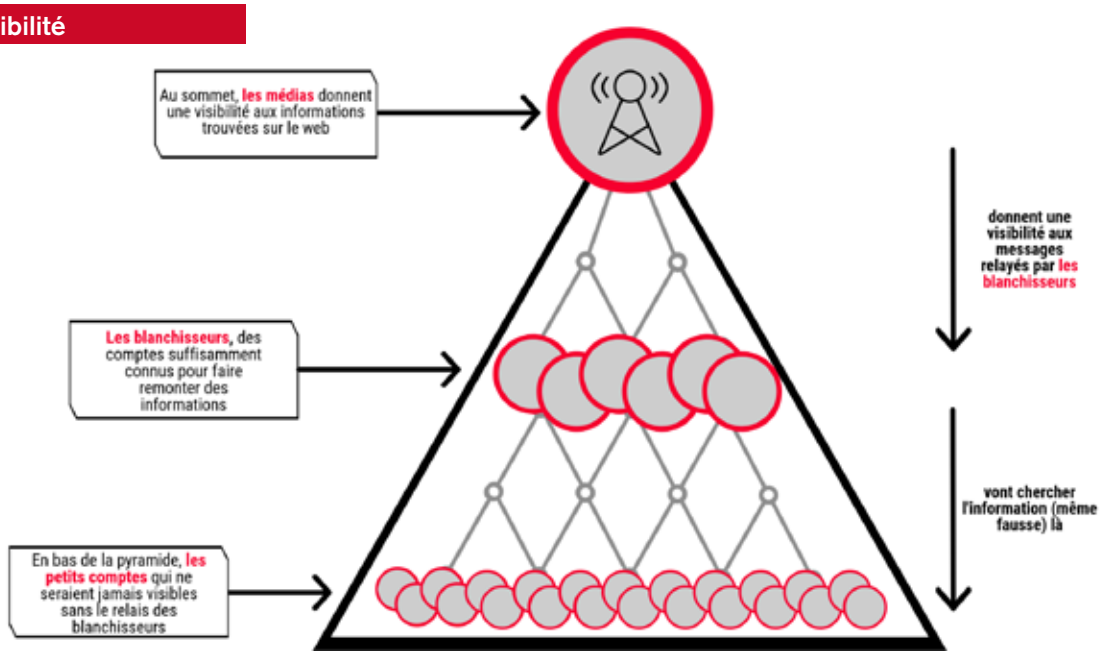
* Intervention en mars 2017 aux Assises du Journalisme à Tours, en France

Le coup d'envoi de ces cabales en ligne ? Pas de cor de chasse, mais souvent un simple tweet lapidaire, émanant d'un compte très suivi. Dominique Cardon, sociologue et auteur de *A quoi rêvent les algorithmes*, les appelle les "blanchisseurs". Ces comptes relaient les pires infamies qui, sans la viralité des réseaux sociaux où les fausses informations se propagent comme une traînée de poudre, seraient restées plongées dans l'obscurité des abysses du Web. Ils jouent un rôle clé dans ce que le sociologue appelle "la pyramide de la visibilité".

40 % de la population mondiale présente sur les réseaux sociaux

En avril 2017, 3,81 milliards d'individus sont présents sur internet, avec un taux de pénétration de plus de 80 % en Europe du Nord et aux Etats-Unis, de 29 % en Afrique et 33 % en Asie du Sud. L'explosion de ces chiffres sur les dix dernières années, accentuée par l'usage du mobile, a permis d'augmenter le nombre d'utilisateurs en ligne. Depuis 2016, plus de la moitié du trafic mondial en ligne s'effectue sur les smartphones, et plus de la moitié de la population mondiale en possède un. Les réseaux sociaux sont donc devenus incontournables pour l'accès aux contenus journalistiques : 40 % de la population mondiale y est inscrite en 2018 et 67 % des Américains s'informent sur les réseaux sociaux, d'après le think tank américain Pew Research Center.

La pyramide de la visibilité



Infographie réalisée par RSF, d'après nos entretiens avec Dominique Cardon.

En multipliant les attaques contre les journalistes, des personnalités politiques comme Donald Trump ont lâché la bride de ceux qui alimentent la haine des journalistes, hors ligne et en ligne. Le site Vocativ a ainsi établi un lien entre les pics de harcèlement subis en ligne par l'ancienne journaliste de Fox News Megyn Kelly et les attaques lancées sur Twitter ou à la télévision par Donald Trump.

Donald Trump, champion du mediabashing sur les réseaux sociaux

Depuis qu'il a succédé à Barack Obama, le président américain n'a de cesse d'haranguer les journalistes, les taxant d'un "fake news" à chaque nouvelle publiée n'allant pas dans son sens. Dans une série de tweets mis en ligne en avril, Donald Trump a par exemple ciblé une journaliste du *New York Times*, Maggie Haberman, la qualifiant de *"reporter de troisième rang"* travaillant pour un *"média malhonnête"*.

Ce type de comportement encourage évidemment les incivilités en ligne. En juillet 2017, le journaliste de CNN Andrew Kaczynski publie un article sur un utilisateur du site web communautaire Reddit qui a créé une vidéo du président américain. Celle-ci le représente en train de faire un combat de catch avec un personnage sur lequel est apposé un logo CNN. Des soutiens de Trump très suivis sur les réseaux publient dans la foulée des commentaires négatifs sur le journaliste. Peu après, des informations personnelles sur Andrew Kaczynski sont postées en ligne : son adresse, son numéro personnel et des informations sur ses proches. Ses parents et sa femme reçoivent une cinquantaine de menaces par téléphone quotidiennement dans les jours qui suivent.

Les atteintes à la liberté de la presse dans le pays du Premier amendement sont devenues si fréquentes que RSF a rejoint, en août dernier, une coalition de plus de 20 organisations pour lancer un outil de surveillance de la liberté de la presse aux Etats-Unis: le U.S. Press Freedom Tracker.

→ "Bravo Donald !" : les prédateurs de la liberté de la presse saluent les efforts de Donald Trump pour dénigrer les journalistes. Campagne de RSF.
© RSF

Etape 1 : envoi du signal. L'attaque est directe, mais sans insulte.

Les autorités égyptiennes critiquent CNN, le 26 novembre 2017.

Etape 2 : une fois nourris, les trolls attaquent

Ces attaques en ligne se doublent parfois d'attaques "dans la vraie vie" ou de certaines formes de censure en ligne. Des médias russes interrogés par RSF – plutôt critiques à l'égard du pouvoir, à l'image de l'*Echo de Moscou*, de Novaïa Gazeta, ou encore *Kommersant* – ont par exemple subi des attaques DDoS sur leurs sites, en plus des campagnes de harcèlement à l'encontre des journalistes.

REPORTERS SANS FRONTIERES

Liberté de la presse:

Prédateurs connectés, censures amplifiées

Quand ils ne coupent pas internet ou bloquent les sites de médias indépendants, les prédateurs de la liberté de la presse exportent leur modèle autoritaire sur les réseaux sociaux. Des armées de trolls relaient leurs campagnes de désinformation et menacent les journalistes en ligne. Qui sont ces armées et comment opèrent-elles ?

Sympathisants du régime

1 Désinformer

Les prédateurs produisent des messages en leur faveur, repris par leurs réseaux de sympathisants afin de légitimer le pouvoir en place.

2 Amplifier

Ces messages de propagande et de désinformation sont ensuite amplifiés par diverses techniques afin de leur donner artificiellement de la visibilité de masse.

Social Bots

Commentateurs payés

Sponsoring publicitaire

Social Bots: ces programmes informatiques sont capables d'automatiser des tâches (retweets, likes, followers...). Ils sont utilisés pour diffuser à bas coût et massivement de la désinformation, mais aussi lancer des cyberattaques contre des médias, intimider et harceler les journalistes.

Commentateurs payés: les prédateurs financent des "usines à trolls" pour poster des fausses informations et laisser des commentaires sur les réseaux sociaux. Aux Philippines par exemple, des travailleurs pauvres gagnent 10 dollars par jour pour réaliser ces tâches.

Sponsoring publicitaire: les plateformes récoltent une multitude de données (centres d'intérêts, âge, genre, localisation...), permettant ensuite de cibler le contenu publié selon les profils des utilisateurs. La désinformation sponsorisée est ainsi personnalisée.

3 Intimider

Une fois le contenu journalistique noyé par ces messages de propagande, les prédateurs attaquent directement les journalistes pour les décrédibiliser et les dissuader de s'exprimer.

Deep Fakes

Double Switch

Doxxing

Email bombing

Mass Report

Phishing

3 LES HATERS ORGANISÉS EN COMMANDOS ANTI-JOURNALISTES

Sur le Web, un troll est celui qui génère des polémiques. Troller, c'est laisser des messages dans l'objectif de partir dans un débat conflictuel. Qui sont les trolls qui harcèlent les journalistes ? Leur identité est évidemment difficile à identifier. Décrypter des campagnes de harcèlement nécessite d'étudier des dizaines de comptes, ainsi que leurs interactions, et donc de renforcer les efforts de recherche sur ces nouvelles menaces numériques. Il est néanmoins possible de distinguer les communautés d'individus – les haters – des trolls politiques, rémunérés ou non par des Etats.

PSYCHOLOGIE DES FOULES 3.0 : *"ANYONE CAN BE A TROLL"*

A l'automne 2017, la journaliste française Nadia Daam est harcelée par les membres du forum 18/25 ans du site JeuxVideo.com, connu pour sa misogynie et critiqué pour les lacunes de sa modération. Son tort ? Avoir, dans une chronique, dénoncé les trolls responsables d'une cabale contre une application "anti-relous". L'adresse mail personnelle de la journaliste de *28 minutes*, une émission diffusée sur la chaîne franco-allemande *Arte*, est alors utilisée pour l'inscrire à des sites pornographiques et pédophiles. Elle reçoit des appels au meurtre, des photos d'armes à feu lui sont adressées, des menaces mentionnent sa fille. Dans la nuit du 1er au 2 novembre, la journaliste, également chroniqueuse pour la radio française *Europe 1* entend de grands coups à sa porte.

Difficile de ne pas faire le lien entre ces tentatives d'intrusion et l'attaque qu'elle subit au même moment sur les réseaux sociaux. Nadia Daam porte plainte pour "menace de crime", deux de ces cyber-harceleurs présumés sont condamnés début juillet à six mois avec sursis et 2000 euros d'amende. Dans la foulée de ces condamnations, un troisième cyberharceleur menace de mort la journaliste. Il est condamné à six mois de prison avec sursis assortis de l'obligation d'accomplir un travail d'intérêt général (TIG) pendant 180 heures.

→ Nadia Daam, journaliste à Europe1 et Arte.
© DR

Ceux qui insultent et menacent en ligne les journalistes s'appuient, à l'heure de la révolution numérique, sur les mêmes mécanismes que les charivaris du Moyen-Âge, ces huées aussi bruyantes que possible lancées par un attroupement de villageois qui tournaient parfois au lynchage. Le comportement d'un individu n'est pas le même lorsqu'il se situe au cœur d'une foule ou lorsqu'il est isolé, expliquait le sociologue Gustave Le Bon dans la *Psychologie des foules*, en 1895. Et l'anonymat de l'écran, parfois indispensable aux journalistes pour informer, est utilisé par ces trolls pour les faire taire.

"Des individus ordinaires peuvent, dans certaines circonstances, se comporter comme des trolls", écrivent les chercheurs Justin Cheng, Michael Bernstein, Cristian Danescu-Niculescu-Mizil et Jure Leskovec dans un article réalisé pour l'université de Stanford. En laissant par exemple le hashtag #RIP – RestInPeace – suivi du nom d'un journaliste en commentaire d'un article moyennement apprécié, comme RSF a pu le constater.

DES ENTREPRISES AUSSI À L'ORIGINE D'ATTAQUES ?

"J'aimerais beaucoup lui tirer dessus, en plein dans le front de ce fils de pute." Fondateur de l'ONG Repórter Brasil, Leonardo Sakamoto est souvent violemment diffamé sur les réseaux sociaux. Ce journaliste brésilien enquête sur la situation des droits humains dans le pays, en particulier sur les formes modernes d'esclavage.

En avril 2016, il se rend compte qu'un lien sponsorisé apparaît en premier à chaque fois que des résultats de recherche intègrent son nom. Celui-ci dirige l'internaute vers un faux reportage du site FolhaPolitica.org, qui possède plus d'un million de fans sur Facebook. Ce dernier prétend que Sakamoto a reçu 250 000 euros du gouvernement brésilien pour attaquer des membres de l'opposition. En saisissant la justice, le journaliste découvre que le lien sponsorisé est lié aux sociétés JBS et 4Buzz. La première est la principale multinationale brésilienne de l'industrie agro-alimentaire, leader du marché mondial de la viande, et a été dénoncée à plusieurs reprises par Sakamoto pour des infractions au droit à l'environnement et au droit du travail.

DES ORGANISATIONS TERRORISTES QUI INTIMIDENT SUR LE WEB

"Dans beaucoup de pays, les journalistes reçoivent des menaces de l'Etat islamique", rappelle la présentatrice saoudienne Nadine Albudair, réputée pour ses positions féministes. Et bien souvent, ces menaces sont proférées en ligne. En 2014, l'Etat islamique diffuse une vidéo sur internet montrant la décapitation du journaliste américain James Foley, enlevé en 2012 en Syrie alors qu'il couvrait le soulèvement contre Bachar al-Assad. La vidéo de propagande est ensuite utilisée pour intimider les journalistes qui exercent leur métier sur le territoire. Rukmini Callimachi, correspondante pour le *New York Times* et collaboratrice de la NBC, a été la cible de ce type d'intimidations : les terroristes l'ont mentionnée sur Twitter lorsqu'ils ont diffusé la vidéo d'exécution de James Foley. La journaliste a également été la cible de cyberattaques et de **doxxing** – une pratique qui consiste à détourner des informations personnelles dans le but de nuire*. Un membre de l'organisation Etat islamique a réussi, à l'aide d'un faux compte, à devenir l'ami de la journaliste sur Facebook. Il a ensuite téléchargé toutes les photos accessibles sur son profil afin de les diffuser en ligne et de l'intimider.

* Voir glossaire p. 36.

LES MEILLEURS ÉLÈVES DU CLASSEMENT MONDIAL DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE 2018 ÉGALEMENT CONCERNÉS PAR LE HARCÈLEMENT EN LIGNE

→ Les pays nordiques occupent le haut du Classement mondial de la liberté de la presse 2018. Pourtant, de nombreux journalistes y sont harcelés en ligne, notamment en Suède.
© holidays ads

En **Suède** (2e), l'association des éditeurs suédois a publié une étude selon laquelle un tiers des journalistes ont été menacés et harcelés. Soixante-douze pourcents des femmes journalistes travaillant au sein des 163 médias du pays ont déjà fait face à du harcèlement.

En **Finlande** (4e), un journaliste sur quatre en a déjà été victime*. La journaliste Linda Pelkonen a par exemple reçu une avalanche de messages la menaçant de viol après la publication d'un article au sujet d'une adolescente violée, dans lequel elle mettait en exergue le fait que le rapport de police mentionnait de manière inhabituelle l'ethnicité du suspect. Un lecteur a publié son numéro de téléphone en commentaire de l'article.

Le harcèlement en ligne des journalistes fait également des victimes aux Pays-Bas (3e). Après avoir appelé les publicitaires au boycott du site misogyne et antisémite GeenStijl, la journaliste Loes Reijmer Schreef a vu sa photo épinglée sur le site internet, qui appelait les internautes à répondre à la question suivante *"Voici Loes Reijmer. Qu'est-ce que vous lui feriez ?"*.

LES JOURNALISTES VICTIMES DE LA POLARISATION DES DÉBATS SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

→ Les tensions n'ont pas eu lieu que dans la rue au moment du référendum sur l'indépendance de la Catalogne, mais aussi en ligne, et notamment contre les journalistes.
© AFP

Les réseaux sociaux fournissent à ceux qui cherchent à créer des polémiques virulentes une caisse de résonance inédite, favorisant ainsi la polarisation des débats. En **Espagne**, les discussions sur l'indépendance de la Catalogne ont été particulièrement violentes. Comme l'a révélé le rapport de RSF publié en décembre 2017, de nombreux journalistes ont été harcelés en ligne au moment des débats. Le correspondant d'*Europe 1* en Espagne, Henry de Laguérie, évoque les attaques de *"hauts responsables suivis par des milliers de personnes qui ensuite vous assaillent. Les commentaires de ceux qui occupent des postes officiels agissent comme des blancs-seings pour des milliers de « trolls » qui se sentent autorisés à vous dénigrer. Je n'attache pas d'importance aux attaques de « trolls », mais les commentaires émanant de gens ayant une responsabilité publique m'inquiètent et je l'ai mal vécu."*

De son côté, le directeur d'*El Periódico* de Catalunya, journal national dont la rédaction est basée à Barcelone, n'a eu de cesse de recevoir des menaces lors des débats sur l'indépendance de la Catalogne, et a été victime de campagnes relayées sur change.org, comportant son nom "espagnolisé" afin de le déclarer *persona non grata.*

* Selon une étude menée par le syndicat des journalistes finnois, l'Université de Tampere et l'association finnoise pour le journalisme d'investigation au printemps 2017

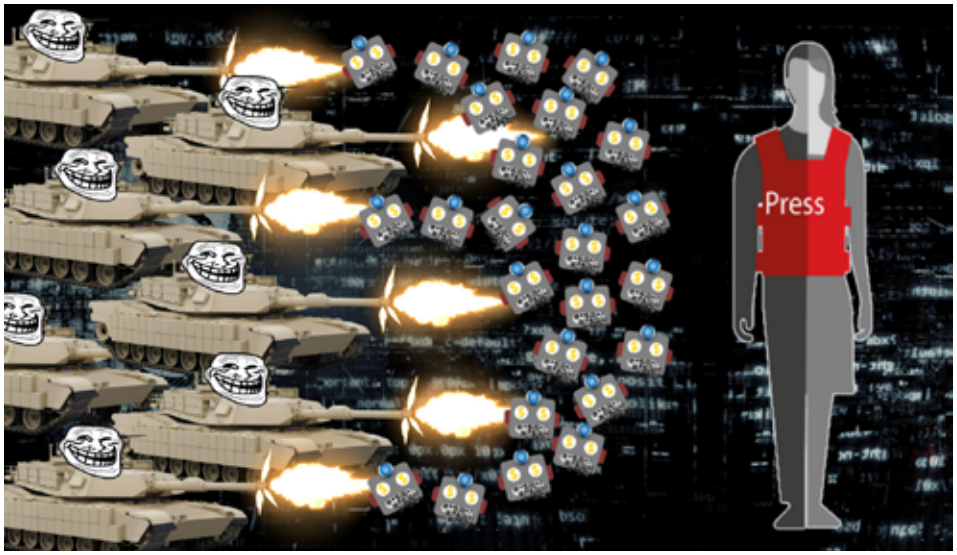
En **Italie**, les sujets sensibles enflamment aussi les haters. En 2014, Silvia Fabbi, journaliste du *Corriere dell'Alto Adige*, a été insultée et critiquée sur Facebook pour avoir écrit un article au sujet d'un groupe d'individus s'étant convertis à l'islam. L'article n'a pas plu à l'une des conseillères municipales de la ville, Maria Teresa Tomada, qui l'a écrit sur Facebook et a taxé la journaliste d'*"angélisme obtus"*. Ces propos ont été commentés par beaucoup de gens dont notamment Sergio Armanini, candidat maire de la Ligue du Nord à Merano, qui a nourri les trolls en écrivant à propos de la journaliste : *"Mais pourquoi on ne lui met pas une burqa sur la tête et on l'expédie au Nigeria! Au centième viol, elle se réveillera."*

En **France** aussi, les journalistes deviennent les victimes collatérales de la polarisation des débats. Les journalistes locaux, plus isolés et plus proches de leurs détracteurs, sont pris pour cible. C'est le cas des journalistes de la locale d'Hénin-Beaumont de *La Voix du Nord*. Le journal avait affiché sa position contre l'extrême droite lors des élections régionales en 2015. Les journalistes ont fait face à un déferlement de haine. *"Après les législatives en France et avant l'élection présidentielle, le FN s'est senti fort. Je fais ce métier depuis 40 ans et c'est la première fois que nous, journalistes, nous nous sommes sentis menacés à ce point,* témoigne ainsi le rédacteur en chef. *On s'est fait traiter d'enfoirés, de menteurs. Toute la journée. La seule chose à faire quand on n'en peut plus, c'est de se déconnecter."*

"Tous les jours ou presque, on subit des injures ou des attaques violentes, qui parfois tournent à la menace", témoigne pour sa part Samuel Laurent, à la tête des Décodeurs du Monde, une équipe de journalistes qui font du "fact-checking", de la vérification des faits, notamment au sujet de rumeurs en ligne. Eux aussi sont les victimes collatérales d'un débat politique volontairement polarisé par les partisans des différents partis. *"Pour nous interpeller, nombre de mouvements, des Insoumis au Printemps républicain en passant par le FN, mobilisent leurs communautés en ligne. Sur certains sujets, on sait d'avance que l'on va passer un mauvais quart d'heure. C'est systématique."*

4 LES ARMÉES DE TROLLS, ENTRE DÉSINFORMATION ET ATTAQUES DIRECTES CONTRE LES JOURNALISTES

Si certaines attaques sont le fruit de communautés d'individus et de groupes non-étatiques, elles peuvent aussi être organisées au plus haut niveau par des régimes soucieux de propager sur le Web leur modèle répressif. Au moins une trentaine de pays dans le monde auraient ainsi mis en place des armées de trolls, à savoir des commentateurs payés par les autorités pour faire taire la dissidence en ligne, selon le rapport Freedom of the Net 2017 de l'ONG Freedom House et un rapport de l'Université d'Oxford sur les armées de trolls écrit par Samantha Bradshaw et Philip N. Howard.



→ Les armées de trolls ciblent les voix indépendantes… et notamment les journalistes.
© RSF

Derrière l'écran, des activistes ou des sous-traitants précaires, rémunérés pour rendre des histoires virales ou pour lancer des campagnes dans l'objectif de discréditer ou d'attaquer les journalistes et de diffuser leur propagande. Parmi ces nouveaux mercenaires de l'info : les cyber-soldats vietnamiens, les "troll factories" russes, mais aussi les "petits pouces roses" en Chine, les yoddah de Narendra Modi en Inde, en Inde, les "white trolls" d'Erdogan, les cyber-gardiens de la révolution pour un internet halal en Iran… Aux Philippines par exemple, ces travailleurs pauvres gagnent 10 dollars par jour pour poster de fausses informations en faveur du président sur les réseaux sociaux*.

* Surnommés les "Dutertards"

RUSSIE : LES WEB-BRIGADES DES TROLL FACTORIES

Les trolls rémunérés ont pour mission de donner un écho aux messages postés par les partisans du régime. Comme en Russie, où la popularité de Vladimir Poutine reste très élevée. Ceux qui sont payés s'en prennent plutôt aux sujets des discussions qu'à leurs auteurs personnellement. Pour autant, les professionnels de l'information restent une cible privilégiée. Le journaliste Igor Yakovenko reçoit ainsi *"des insultes de routine sur le Web"* : *"La moitié sont des "enthousiastes", l'autre, des trolls professionnels. On reconnaît très facilement ces derniers par leur style."* Difficile, pourtant, de pouvoir distinguer systématiquement les trolls professionnels des autres. *"J'ai des trolls "personnels" qui ciblent les fils de discussion où je suis présent. Mais il y en a d'autres, des trolls "occasionnels" qui apparaissent chaque fois que ce que j'ai écrit entre dans le top des discussions. [...] Il est impossible de distinguer à coup sûr les amateurs des pros",* explique à RSF Dimitri Goubine, journaliste et présentateur radio russe.

Quand les trolls du Kremlin produisent de fausses vidéos pour décrédibiliser une journaliste d'investigation

En 2014, une journaliste de la télévision publique finnoise qui enquête sur les trolls du Kremlin est prise pour cible sur les réseaux sociaux. Jessikka Aro est tour à tour présentée comme une droguée ou comme une agent de l'OTAN. La journaliste reçoit un jour un SMS dans lequel l'expéditeur usurpe l'identité de son père mort 20 ans auparavant, affirmant qu'il l'espionne. *"Ils ont produit des fausses vidéos, allant jusqu'à embaucher une actrice, dans le but de me faire passer pour une blonde stupide."* Depuis 2014, le harcèlement n'a pas cessé. Deux de ses cyberharceleurs sont actuellement jugés.

→ Jessikka Aro, journaliste d'investigation harcelée depuis 2014.
© DR

→
Vladimir Poutine. Sur la Toile, les trolls pro-Kremlin visent les journalistes.
© DR

En 2013, une enquête de *Novaïa Gazeta* révèle l'existence de "la fabrique des trolls d'Olgino", nom d'une ville située en banlieue de Saint-Pétersbourg. Là, se trouvent les bureaux de l'*internet Research Agency**, une entreprise appartenant à un certain Evgueni Prigojine, un proche de Vladimir Poutine, et dans laquelle travailleraient, aux dires de nombreux témoins, des centaines, voire des milliers de "cyber-soldats". Elle est la plus grande et la plus connue, mais peut-être pas la seule unité de ce genre en Russie. Elle serait dirigée par Maria Kouprachevitch, réputée pour son implication dans des provocations contre les médias indépendants. Kouprachevitch nie être à la tête de cette "usine à trolls" qui a gagné ce surnom en raison de supposées "normes de rendement" imposées aux employés, chacun d'entre eux devant poster au moins 135 commentaires par jour dans les médias sociaux et les blogs. Les "trolls d'Olgino" ont pour cible principale non pas les journalistes eux-mêmes, mais plutôt les discussions qui concernent leurs publications, que les trolls inondent de commentaires. La journaliste Anna Polianskaïa a même inventé un terme pour désigner ces trolls pro-Kremlin : les "web-brigades". Ce sont ces mêmes brigades qui ont été médiatisées après avoir diffusé des messages auprès des électeurs américains lors de l'élection présidentielle qui a porté Donald Trump au pouvoir aux Etats-Unis. En septembre 2017, Facebook a annoncé la fermeture de 470 faux comptes liés à la "troll factory" russe. En avril 2018, le réseau social en a de nouveau fermé plus d'une centaine.

La difficile identification de l'origine d'une campagne de désinformation

Assistant professeur à l'Université catholique de Louvain et spécialiste de la crise de réputation des organisations sur les médias sociaux, Nicolas Vanderbiest a enquêté sur les macronleaks, révélant leur influence russophile. Pour cela, il a établi des liens entre les comptes qui relayaient des rumeurs et ceux qui diffusaient des informations russophiles, pour effectuer des recoupements. Ce travail d'identification des trolls ne peut se faire qu'à grande échelle, analyse-t-il pour RSF : *"J'ai observé trois mois d'activités de Russia Today ou de Spoutnik. Mille-deux-cents comptes avaient propagé trois rumeurs sur Emmanuel Macron, alors candidat. J'ai identifié les 6 000 comptes les plus actifs autour de la propagande russe. Ensuite j'ai isolé ceux qui partageaient les principales rumeurs sur la présidentielle. Quand on prenait ceux qui avaient relayé trois rumeurs au moins, on obtenait une concordance entre les deux bases de données de 92 %."* Pour les chercheurs, prouver le lien direct entre les faux comptes, les fausses informations visant à harceler les journalistes, et les régimes autoritaires demeure une tâche ardue.

* Агентство Интернет-исследований

** Trouver le commentaire d'un troll en bas d'une publication est plus difficile depuis l'adoption d'une loi tenant les médias pour responsables du contenu des commentaires sur leurs sites.

CHINE : LES “PETITS POUCES ROSES”, LES NOUVEAUX GARDES ROUGES

En Chine, ceux qui dénigrent le Parti ou la politique du président Xi Jinping sont la cible des “guerriers numériques” mobilisés pour défendre en ligne le nouvel ordre “rouge et positif” du président Xi Jinping.

Non contents de s’attaquer à leurs compatriotes, ils chassent à présent les critiques en dehors du pays, tentant ainsi d’exporter le nouvel ordre chinois. En 2015, la journaliste française Ursula Gauthier avait été la cible d’un véritable lynchage médiatique lancé par la publication d’éditoriaux incendiaires dans les journaux proches du pouvoir *Global Times* et *China Daily*. Dans leur ligne de mire : un article dans lequel la correspondante de l’hebdomadaire *L’Obs* à Pékin s’intéressait à la réaction chinoise à la suite des attentats du 13 novembre 2015 de Paris. Les autorités chinoises, d’ordinaire promptes à censurer les commentaires des sites d’information chinois, avaient cette fois-ci autorisé un déferlement de haine à l’encontre de la journaliste sinologue. Plus de 8 000 commentaires négatifs avaient été postés alors que personne n’avait pu lire son article en Chine, où il était censuré.

Ces nouveaux soldats de la censure sont à 83 % des femmes, selon les chiffres de l’outil d’analyses Weibo développé par l’Université de Pékin. Ils sont surnommés les “xiao fen hong”, les “petits pouces roses”, du nom de la couleur de la page d’accueil du site au lectorat plutôt féminin Jinjiang Girl Group. D’abord portées sur des questions littéraires, les discussions ont vite dérivé sur des débats plus politiques, notamment pour critiquer ceux qui postent des actualités négatives sur la Chine. Des recherches publiées par l’académie chinoise de sciences sociales révèlent également que ces femmes seraient pour la plupart âgées de 18 à 24 ans et résideraient en Chine mais aussi à l’étranger.

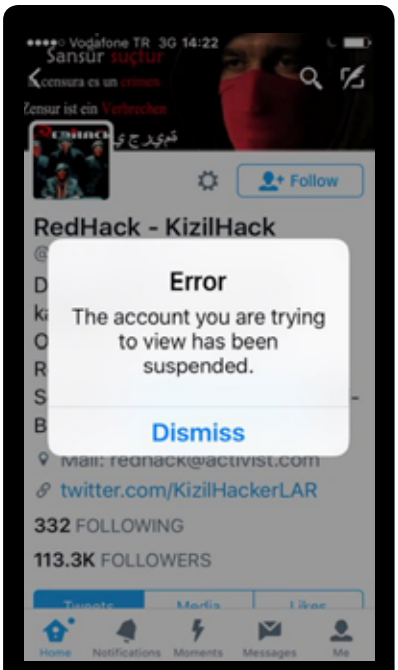
TURQUIE : DES “TROLLS AK” POUR POURSUIVRE LA PURGE… EN LIGNE

En 2013, 2,5 millions de Turcs descendent dans les rues pour protester contre le président Recep Tayyip Erdogan. Le parti au pouvoir, l’AKP, répond en mettant notamment en place une armée de 6 000 trolls, surnommés les “Trolls AK”, ou “White trolls”, l’acronyme du parti signifiant également “blanc” ou “propre”. Alors que le régime continue sa purge massive dans les médias, cette armée de trolls est

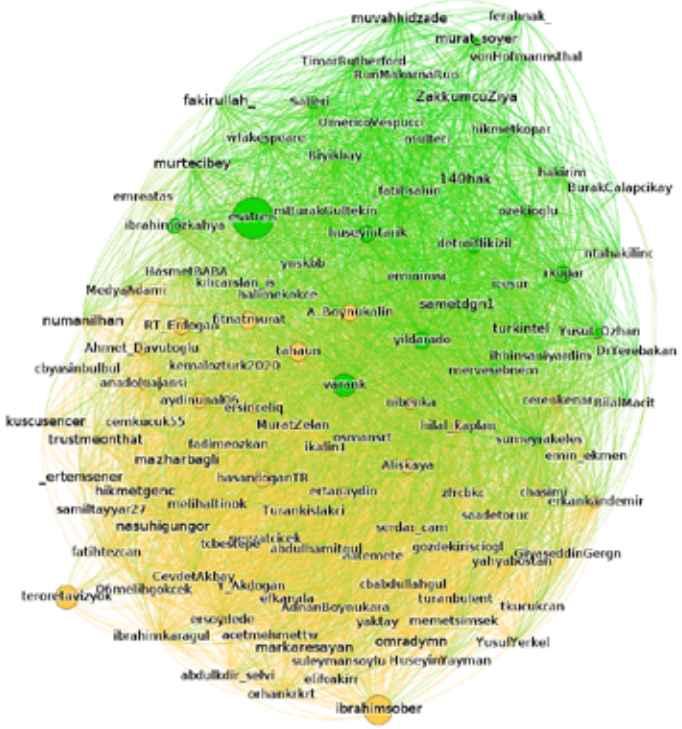
→ Le cyberharcèlement, une arme plébiscitée parmi d’autres par Erdogan pour faire taire les journalistes en ligne.
© BULENT KILIC / AFP

utilisée pour poursuivre cette répression sur le Web, via la publication de fausses informations, ou encore le harcèlement en ligne. Objectif : identifier les influenceurs, et notamment les médias d'opposition… pour mieux décrédibiliser les journalistes et les critiques qu'ils portent. Leur tactique préférée : le **"double switch"***, qui consiste à prendre le contrôle des comptes de journalistes ou d'activistes afin de publier de fausses excuses, dans lesquelles les victimes regrettent d'avoir critiqué le gouvernement. Le compte Twitter du rédacteur en chef du journal allemand *Der Spiegel* Klaus Brinkbäumer a ainsi été hacké le 14 janvier 2018. Une photo du président Erdogan et du drapeau turc y ont ensuite été publiées, assorties du message suivant, rédigé en turc : *"Je m'excuse auprès de l'Etat turc et de Recep Tayyip Erdogan pour les articles que nous avons publiés jusqu'à présent."*

Cette stratégie a été mise à jour en septembre 2016 par l'organisation "hacktiviste" marxiste turque RedHack, qui a fait fuiter des mails échangés par les membres du gouvernement. L'un des mails envoyés au ministre de l'Energie Berat Albayrak, par ailleurs gendre d'Erdogan, évoquait par exemple la possibilité de réunir des graphistes, des développeurs et d'anciens militaires pour former une cyber armée. A la suite de ces révélations, le régime autoritaire turc a interdit leur couverture et jeté en prison les principaux journalistes qui les avaient couvertes.



→
Capture d'écran du compte Twitter de l'organisation RedHack à la suite de la demande du président turc de ne pas couvrir la fuite des mails du gouvernement.



Ce schéma, mis en ligne par The Daily Dot, un média américain dédié à la culture web, révèle la manière dont les comptes sont reliés entre eux sur Twitter en Turquie. En orange, les comptes détenus par des officiels de l'AKP et les éditorialistes en faveur du pouvoir. En vert, des trolls qui agissent sous pseudo. Et parmi les figures centrales au centre de ses réseaux, Mustafa Varank, conseiller du président Erdogan.

Hafiza Kolektifi

* Voir glossaire p. 36.

ALGÉRIE : DES PAGES FACEBOOK POPULAIRES RÉCUPÉRÉES PAR DES MERCENAIRES DE L'INFORMATION

En Algérie, une véritable armée en ligne a été mise en place lors de la campagne électorale en faveur du quatrième mandat d'Abdelaziz Bouteflika. Avec l'arrivée de la 3G en 2013 et de la 4G fin 2016, le nombre d'internautes présents sur les réseaux sociaux a encore explosé. Le travail de désinformation passe notamment par la réappropriation, par les partisans du pouvoir, des groupes Facebook les plus suivis. Les administrateurs de ses groupes sont donc approchés, des sommes leur sont proposées – jusqu'à un million de dinars, soit plus de 7 000 euros – pour céder la gestion de la page. Des hackers sont recrutés pour attaquer les pages Facebook des opposants qui militent contre la réélection de Bouteflika. Insultes, menaces, appels aux meurtres… les journalistes deviennent les victimes collatérales de cette guerre médiatique.

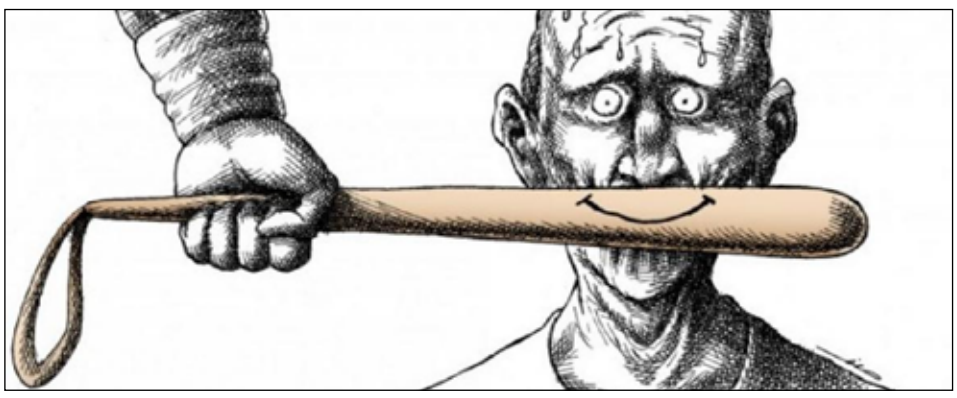
IRAN : LES MILICIENS VIRTUELS DE LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE

Selon l'ayatollah Khamenei, *"il ne faut pas laisser les réseaux sociaux entre les mains des ennemis."* Depuis l'arrivée au pouvoir du président Hassan Rohani en 2013, la politique d'ouverture de l'Iran sur la scène internationale a conduit le régime à diminuer le recours au harcèlement direct des journalistes et à agir sur le terrain du Web, en privilégiant un accès sélectif et contrôlé d'internet et des réseaux sociaux, baptisé le "Filtering Intelligent" – le "filtrage intelligent". L'instauration d'un "internet halal" censuré et favorable au régime n'a donc pas été abandonnée… Il a simplement changé de nom.

"Les réseaux sociaux ont joué un grand rôle dans les révolutions du monde arabe. Aujourd'hui, ils sont en train de le détruire."
Zeinobia, blogueuse égyptienne

Selon les informations recueillies par RSF, un département dédié à la surveillance des journalistes a été mis en place au sein du ministère du Renseignement et des gardiens de la révolution. En mars 2017, Abdolsamad Khoramabadi, responsable du comité en charge d'identifier les sites non autorisés, avait ainsi signalé que *"plus de 18 000 volontaires surveillent le réseau et dénoncent auprès du parquet les délits et crimes commis sur les réseaux sociaux."*

Leur cible favorite : les journalistes indépendants et journalistes-citoyens – y compris étrangers –, qui publient des informations sur le régime… Fin 2017, une journaliste de la BBC s'est ainsi retrouvée en ligne de mire. Sa sœur est arrêtée en Iran, et des messages douteux sont envoyés depuis son compte Facebook à la journaliste pour pouvoir accéder à des informations. *"La plupart de mes collègues sont régulièrement victimes de 'phishing'"*, explique ainsi le rédacteur en chef de la Radio Zamaneh, Mohammad Reza Nikfar. Les boîtes mails des journalistes sont hackées via des liens frauduleux dans le but d'accéder à leurs sources.



→
Un dessin de Mana Neyestani, caricaturiste iranien.
Le régime a mis en place un "internet halal" censuré et destiné à servir le pouvoir.

EGYPTE : LA SISSI-ISATION DES MÉDIAS CIBLE LES JOURNALISTES EN LIGNE

Non contents de bloquer les sites de douzaines de médias indépendants et d'organisations de défense des droits humains, les autorités égyptiennes lancent aussi des salves contre les journalistes, y compris étrangers, qui font office de signal d'attaque pour les trolls. De nombreux comptes de journalistes sont par ailleurs "fermés" sur les réseaux sociaux – sans doute signalés comme abusifs par les cyber armées du régime – et des journalistes sont régulièrement insultés en ligne. Lorsque le compte Twitter du correspondant de la BBC au Caire, Waël Hussein, a été bloqué, de fausses informations ont été diffusées par un faux compte utilisant son nom. La journaliste de Reuters Amina Ismail, dont le compte Twitter a été suspendu puis rétabli, a également été victime du même procédé. C'est aussi arrivé à l'activiste égyptien Waël Abbas, désigné par la BBC comme l'une des personnalités les plus influentes du Moyen-Orient. *"Seul le gouvernement égyptien profite de la fermeture de mon compte !"*, avait déclaré à RSF le journaliste avant son arrestation en mai 2018, alors qu'il n'arrivait plus à se réinscrire sur la plateforme, comme s'il était privé de son identité numérique… à vie. Un harcèlement en ligne des journalistes qui survient dans un contexte d'acharnement contre les médias.

→ L'activiste Waël Abbas a été arrêté le 23 mai 2018.
© RSF

VIETNAM : UNE ARMÉE DE 10 000 "CYBER INSPECTEURS" POUR TRAQUER LA DISSIDENCE

Au Vietnam, où 25 blogueurs ont été emprisonnés en 2017, l'annonce à la fin de cette même année du déploiement de 10 000 cyber inspecteurs marque un renforcement du contrôle des autorités sur le Web. Cette brigade, surnommée "Force 47", a pour objectif affiché de combattre la dissidence en ligne… et donc les voix des journalistes indépendants sur les réseaux sociaux, selon des témoignages recueillis par RSF. Le pays, où plus de la moitié de la population a accès à internet et dont le taux d'utilisateurs Facebook est l'un des dix plus élevés au monde, occupe la 175e position sur 180 au Classement mondial de la liberté de la presse.

© RSF

THAÏLANDE. PAYE TON JOB ÉTUDIANT : “CYBER SCOUT” À LA BOTTE DU POUVOIR

Quinze dollars pour ceux qui désignent les opposants du régime militaire. Après le coup d’Etat militaire de 2014, les autorités thaïlandaises ont invité les citoyens à devenir les yeux et les oreilles de l’Etat. Plus de 100 000 étudiants ont été entraînés dans le but de devenir des “cyber scouts” pour surveiller et rapporter les comportements en ligne susceptibles de “menacer la sécurité nationale”, pendant que les supporters du régime menaient une campagne sur Facebook pour identifier et dénoncer les utilisateurs – défenseurs des droits humains, opposants, journalistes indépendants – émettant la moindre critique contre la monarchie.

AFRIQUE SUBSAHARIENNE : LES RÉSEAUX SOCIAUX, NOUVEAU TERRAIN DE RÉPRESSION

Dans plusieurs pays d’Afrique, les prédateurs de la liberté de la presse ont pris l’habitude d’alimenter les cabales à l’encontre des journalistes sur les réseaux sociaux. En Ouganda, une équipe de surveillance dédiée aux réseaux sociaux a été mise en place par l’autorité de régulation des médias pour faire taire les voix critiques. En Ethiopie, une fuite de documents a également révélé que les dirigeants avaient embauché des commentateurs pour soutenir le régime sur les réseaux sociaux. En 2014, Sonia Rolley, l’ancienne correspondante de RFI à Kigali – expulsée en juin 2006 –, a fait l’objet durant plusieurs mois de harcèlement sur Twitter lorsqu’elle était au Rwanda. A la suite, sans doute, d’une mauvaise manipulation du harceleur, la vérité avait éclaté : le compte qui la harcelait était détenu par une personne qui pouvait accéder à celui du président rwandais Paul Kagame. Depuis cette controverse, de nombreux journalistes ont été bloqués du compte Twitter officiel de Paul Kagame.

“Tuez ces journalistes une bonne fois pour toutes”

A l’été 2017, un message glacial se répand sur les réseaux sociaux togolais : *“Tuez tous ces journalistes une bonne fois pour toutes.”* Il est accompagné des photos de quatre journalistes, accolées à celles de cochons. Leurs coordonnées sont diffusées. Les journalistes sont accusés par leurs détracteurs de soutenir le régime de Lomé.

Le harcèlement en ligne des journalistes est donc devenu un nouveau moyen de censure, dont l’impact est d’autant plus lourd pour la liberté de l’information que l’ampleur de cette nouvelle menace est encore peu prise en compte.

5 LES 25 RECOMMANDATIONS DE RSF

AUX ETATS

Renforcer le cadre légal permettant la répression du harcèlement des journalistes en ligne, et l'appliquer strictement. Les Etats doivent enquêter systématiquement sur les cas de harcèlement en ligne, poursuivre et condamner leurs auteurs, et à cette fin allouer les moyens humains et financiers nécessaires à la justice et la police.

Renforcer la responsabilité des plateformes en ligne à l'égard des contenus qui sont partagés sur leurs services, sans pour autant leur conférer un pouvoir de contrôle des contenus ou de censure. Le régime de responsabilité des plateformes doit être adapté au regard de l'impact qu'a leur activité sur la qualité du débat public. Les Etats doivent également renforcer les obligations qui s'imposent aux plateformes, notamment en matière de transparence des algorithmes de curation, et de conformité de la politique de modération des plateformes aux principes de la liberté d'expression et d'information.

Mettre en place des mécanismes d'alerte et d'intervention rapide en cas de harcèlement et garantir leur bonne articulation avec les services judiciaires.

Garantir que les règles de la lutte contre les contenus haineux soient appliquées de manière proportionnée et avec discernement, afin qu'elles n'entraînent aucune restriction abusive à la liberté d'expression et d'information en ligne. En particulier, les Etats doivent mettre en place des procédures permettant de se prémunir contre les détournements de ces règles et des mécanismes de signalement dans le but de censurer ou réprimer des journalistes.

Mettre en place des mécanismes de réparation des violences subies par les victimes de cyberharcèlement (indemnisation financière, aide médicale et psychologique, relocalisation…).

S'interdire d'avoir recours à des agents d'influence et de déstabilisation en ligne avec l'objectif de manipuler les opinions publiques et de harceler les journalistes.

Cadre international

- Auprès des Nations unies, les Etats doivent plaider pour la création d'un mécanisme de contrôle du respect par les Etats de leurs obligations, sous la forme d'un **Représentant spécial du secrétaire général pour la sécurité des journalistes.**

- **En Europe, les Etats doivent signer et ratifier le protocole additionnel à la Convention de la cybercriminalité du Conseil de l'Europe.** Les Etats membres de l'Union Africaine doivent de même ratifier la Convention sur la cybersécurité et la protection des données à caractère personnel. Les Etats membres des autres organisations régionales (Organisation des États Américains, ASEAN, Union africaine) doivent travailler à l'élaboration de conventions similaires.

- **Les Etats doivent encourager la recherche** multidisciplinaire et internationale sur les techniques de censure – en mutation constante – les modes opératoires et les réponses à apporter au cyberharcèlement en général et à celui des journalistes en particulier.

Education

- **Les États doivent renforcer l'éducation au numérique** afin de sensibiliser les utilisateurs d'internet à l'impact du harcèlement en ligne et aux conséquences pénales que devra supporter celui qui s'y adonne.

- **Toutes les politiques publiques relatives à la question de la violence en ligne** devront prendre en compte la dimension sexo-spécifique des violences en ligne qui ciblent le plus souvent les femmes journalistes.

AUX ORGANISATIONS INTERNATIONALES

- **Continuer à plaider auprès des Etats pour que le principe selon lequel "les droits dont les personnes jouissent hors ligne doivent également être protégés en ligne, en particulier le droit de toute personne à la liberté d'expression"*.**

- **Contribuer à la recherche sur les mécanismes de harcèlement en ligne.** Elles doivent participer au financement de la recherche et émettre des recommandations aux Etats en matière de lutte contre le cyberharcèlement.

- **Les mécanismes internationaux et régionaux de protection des droits humains doivent intégrer la question du harcèlement en ligne à leur monitoring des exactions** commises contre les journalistes.

* Résolution A/HRC/RES/20/8 sur la promotion, la protection et l'exercice des droits de l'homme sur l'internet - 16 juillet 2012.

AUX PLATEFORMES

- **Etre transparentes sur leurs règles de modération des contenus en ligne.** Elles doivent renforcer la publicité et la transparence de leurs actions de lutte contre le harcèlement en ligne, et mettre en place des mécanismes de signalement des contenus haineux.

- **Etre attentives à ce que ces règles ne soient pas détournées de leur finalité pour faire taire des journalistes.** Tous les signalements de contenus comme illicites doivent faire l'objet d'un examen précis, et les plateformes doivent savoir discerner les signalements abusifs, effectués à seule fin de restreindre un discours qui dérange, et les signalements qui portent sur des contenus réellement abusifs.

- **Faciliter pour les victimes le signalement des violences en mettant en place un point d'alerte d'urgence pour les journalistes subissant des menaces et attaques en ligne.**

- **Collaborer activement avec les autorités judiciaires** dans les enquêtes sur la cyberviolence envers les journalistes (signalement des auteurs de violences en ligne, etc.)

- **Lutter contre les campagnes élaborées de harcèlement en ligne,** notamment via l'utilisation de bots.

- **Développer des campagnes de communication et de sensibilisation au sujet des violences en ligne** ciblant spécifiquement les journalistes, notamment les femmes.

AUX MÉDIAS

- **S'adapter à la menace et mieux l'anticiper.** Les médias doivent sensibiliser le management comme les salariés et journalistes, et mettre en place des dispositifs d'urgence en interne (hotline cyberharcèlement) pour assurer un soutien et une protection du journaliste harcelé.

- **Encourager la création de réseaux d'échanges de bonnes pratiques en développant une approche holistique** (responsables éditoriaux, community managers, responsables sécurité numérique, juridiques, journalistes), en interne mais aussi avec d'autres rédactions, d'autres pays, voire d'autres secteurs.

- **Se saisir du sujet du harcèlement en ligne des journalistes,** multiplier les reportages et enquêtes, afin d'informer et sensibiliser le grand public, la profession et les autorités sur ces enjeux encore méconnus.

AUX ANNONCEURS

- **Refuser de diffuser des publicités sur des sites** qui contribuent à la diffusion de contenus haineux ou qui ne luttent pas assez contre la cyberviolence.

- **Développer des chartes éthiques** et des bonnes pratiques en matière de publicité en ligne, en lien avec la société civile, afin de garantir que celle-ci ne contribue pas à financer le harcèlement en ligne.

TUTORIEL

JOURNALISTES : COMMENT FAIRE FACE AUX ARMÉES DE TROLLS ?

Face à la cyberviolence, RSF recommande à l'ensemble des médias et aux journalistes de renforcer les basiques des formations en sécurité numérique.

En amont :

- Comprendre que les journalistes sont particulièrement exposés aux attaques en ligne fondées sur des détournements d'informations personnelles, et que la violence de ces attaques peut être déstabilisante et avoir des impacts sérieux, y compris sur les journalistes les plus aguerris.
- Prendre en compte la spécificité de ces attaques, qui ciblent principalement les femmes.
- Les journalistes doivent adopter des règles indispensables de sécurité numérique :
  - Retirez toute information personnelle en ligne (gérer les critères de confidentialité sur les réseaux sociaux, en passant par exemple son compte instagram en privé etc.).
  - Si vous ne le faites pas, évaluez toujours les risques et notamment l'équilibre entre la prise de risque pour vous (détournement de photos de vos enfants etc.) et les avantages (plaisir de partager vos photos personnelles).
  - Faites attention aux géolocalisations automatiques, qui vous situent immédiatement.
  - Protéger vos noms de domaine sur Whois.
  - Mettez des google alerts à votre nom.
  - Utilisez des logiciels comme Securedrop, Privacy badger.
  - Ne laissez pas votre numéro de téléphone personnel disponible en ligne (ou dans une réponse automatique d'absence, par exemple).
  - Utilisez la double authentification pour vos mails, déconnectez chaque session.
  - Utilisez une phrase de passe plutôt qu'un mot de passe.
  - Prenez garde aux attaques type phishing, ne jamais cliquer sur un lien suspect.

- Mettez plusieurs administrateurs aux pages que vous créez, et pas tous officiellement reliés à votre média.
- De manière générale, mettez en place des règles de sécurité numérique telles que détaillées dans le Safety Guide for Journalists de RSF. Consultez aussi les autres ressources en ligne : TrollBusters propose aujourd'hui un test pour savoir si l'on est victime de cyberharcèlement. L'ONG PEN America a publié en avril 2018 un manuel de lutte contre le harcèlement en ligne, que l'on soit écrivain, journaliste ou employeur de journalistes. Le collectif Tactical Technology a également publié un site de ressources pour les femmes victimes de cyberharcèlement.

Pendant l'attaque :

- Signalez et bloquez les contenus abusifs sur les plateformes concernées, réitérez l'action.
- Informez vos collègues et votre hiérarchie.
- Gardez des preuves en constituant un dossier avec toutes les traces du harcèlement. Demandez à des proches de faire ce travail si vous ne supportez pas de lire les insultes et menaces à votre encontre.
- Misez sur la solidarité journalistique. Certains journalistes victimes de harcèlement en ligne mettent en place une contre-offensive en fédérant leurs soutiens via un hashtag. À l'image du site TrollBusters, qui défend les femmes journalistes victimes de cyberviolence.
- Les attaques sont généralement d'une violence inouïe, mais limitée dans le temps. Déconnectez quelques heures si nécessaire.
- Faites des captures d'écran.

Après l'attaque :

- Votre compte a été hacké : pensez à prévenir vos sources ou RSF pour les protéger, car elles peuvent être visées.
- Utilisez les mécanismes de signalement des cas de harcèlement mis en place par les plateformes ou les autorités (comme PHAROS en France).
- Si vous en avez les moyens, vous pouvez faire un constat d'huissier pour apporter une preuve incontestable.
- Vous pouvez porter plainte au commissariat (et insister pour que ce soit bien une plainte qui soit déposée, et non une main courante).

GLOSSAIRE

CYBERVIOLENCE : UNE NOUVELLE CENSURE, PLUSIEURS MODES D'ATTAQUES

Astroturfing. Cette technique de propagande, dont le nom fait référence à la pelouse artificielle de la marque *AstroTurf* utilisée dans les stades, consiste à créer l'illusion d'un mouvement populaire et spontané sur internet. Aux manettes, des groupes politiques, au pouvoir ou non. Derrière les claviers, des activistes ou des petites mains du web.

Attaque DDoS. Une attaque DDoS – *Denial of service attack* – vise à rendre le serveur, un service ou une structure indisponibles en surchargeant la bande passante ou en accaparant ses ressources jusqu'à épuisement. Lors d'une attaque DDoS, une multitude de requêtes sont envoyées simultanément, depuis de multiples points du net. L'intensité de ce «tir croisé» rend le service instable, ou pire, indisponible. Des attaques DDos touchent régulièrement des sites en Russie. Ces attaques s'accompagnent parfois de menaces "dans la vraie vie" et de cyberharcèlement.

Attaque DoI. Une attaque DoI - *Denial of information attack* - consiste à amplifier des messages grâce à des programmes informatiques – bots – et à noyer ainsi les canaux d'information avec de l'information fausse ou distrayante, rendant alors plus difficile l'accès à l'information réelle. Cette désinformation massive est utilisée pour décrédibiliser l'information journalistique. En juillet 2017, *le Monde* a ainsi enquêté sur une centaine de pages Facebook qui représentent à elles seules 70 millions de likes, et identifié 233 messages qui diffusent de fausses informations. Dans beaucoup de cas répertoriés par RSF, la diffusion de fausses informations est utilisée pour nourrir la rhétorique haineuse des prédateurs : en portant atteinte à sa personne, l'idée est de décrédibiliser ses articles à l'encontre du régime. Ces fausses informations visent parfois à faire taire les médias indépendants ou qui mènent des enquêtes sur le pouvoir.

Deep Fakes. Détournement de vidéos en y insérant un visage à l'aide d'un programme informatique, qui peut être utilisé pour créer de fausses informations ou nuire à l'intégrité d'un journaliste.

DoubleSwitch. L'attaque DoubleSwitch, révélée par l'ONG Access Now, consiste à hacker un compte, usurper l'identité du journaliste puis diffuser des informations – fausses – dans le but de décrédibiliser le journaliste. Cette méthode a été notamment utilisée au Venezuela, en Birmanie et au Bahreïn.

Doxxing. Des infos personnelles sont dénichées sur le web ; un pseudonyme, des photos, des vidéos, un numéro de carte bancaire, etc. Elles sont ensuite diffusées par les harceleurs dans l'intention de nuire. Le terme *doxxing* vient du mot anglais to document qui signifie « documenter ».

Email bombing. Cette technique consiste à inscrire la victime à une multitude de sites (pornographiques, bien souvent), de sorte à ce qu'elle n'ait même plus accès à ses propres mails. Ces techniques sont facilitées par l'achat de solutions en ligne permettant de lancer automatiquement des milliers d'inscription.

Hashtag poisoning. Le cri de ralliement des gangs de trolls ? Une fois l'attaque lancée, un hashtag fédère les assaillants. Parfois, une insulte visant le journaliste. Ou pire, appelant à sa mort.

Mass Report. Le *mass report* consiste à signaler comme abusif un compte de journaliste. Une fois l'appel lancé sur les réseaux sociaux, le signalement devient massif et le couperet tombe : le compte est supprimé. Une mode de censure de plus en plus utilisé, qui permet de dévoyer des fonctionnalités initialement conçues pour protéger du discours haineux et illégal. Ou quand les règles de modération des plateformes servent la prédation des régimes autoritaires.

Memes. Le doxxing peut prendre la forme de memes, du nom de ces détournements de photos ou vidéos humoristiques qui circulent sur internet. *"Même si je contrôle autant que possible les paramètres de confidentialité sur mon compte Facebook, des memes réalisés à partir de photos de moi ont circulé sur internet en utilisant des informations personnelles glanées sur Facebook",* déplore ainsi Amber Shamsi, journaliste à BBC Urdu. A l'origine, les memes sont des blagues potaches mais bon enfant, typiques de la culture numérique. Ces éléments très visuels, dont la diffusion est favorisée par la viralité du web, sont aujourd'hui utilisés comme des armes dans une guerre qui vise les journalistes.

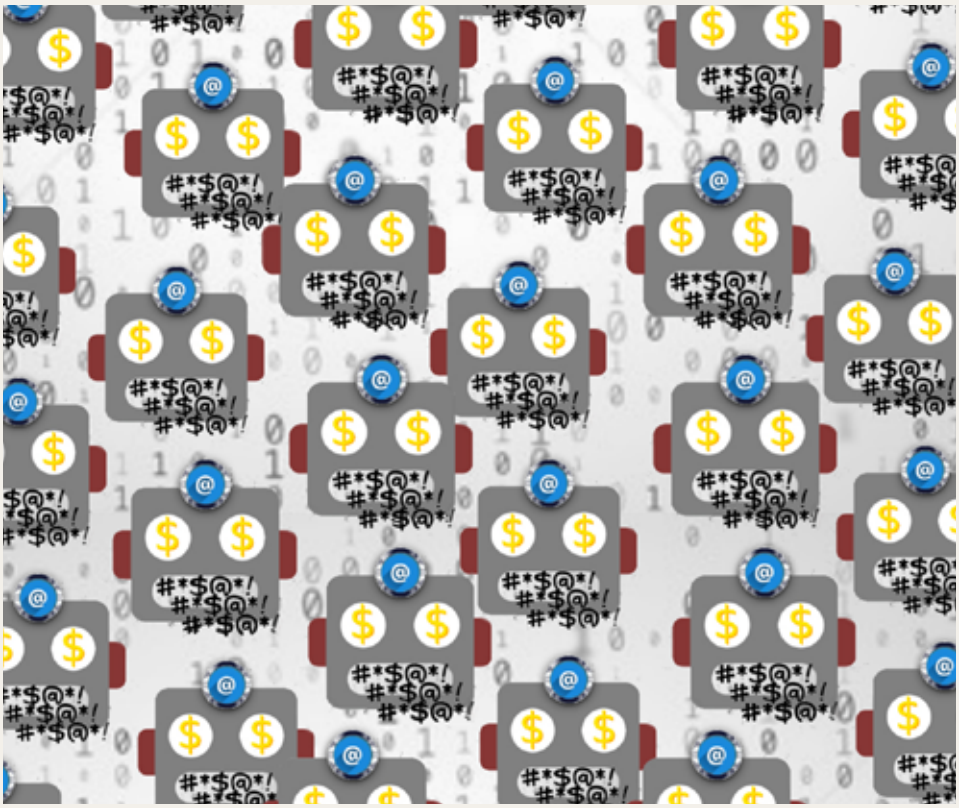
Non-consensual pornography. Plus large que le "revenge porn", la notion de pornographie non consensuelle est utilisée pour désigner l'utilisation de photographies sexuelles dans le but de nuire. Elle consiste à détourner des photos de journalistes, prises sur leur compte Facebook par exemple, pour y accoler des corps détourés trouvés sur des sites pornographiques. Reporter pour Vox, Kelsey McKinney a été harcelée de cette manière après avoir écrit sur les stars qui se font pirater des photos d'elles nues : *"Je reçois des mails avec ma tête photoshopée sur des corps de stars pornos, des animaux morts, ou des femmes brutalisées."*

Phishing. Un lien frauduleux, renvoyant vers un site piégé, est envoyé à un journaliste. Il clique dessus puis sa boîte mail est piratée. Son identité, usurpée. Si le phishing a traditionnellement des visées mercantiles, il est également utilisé pour accéder aux sources du journaliste. C'est le cas en Iran où les miliciens en ligne de la République islamique mènent des attaques à l'encontre des journalistes indépendants.

Social Bots. Ces programmes informatiques sont capables d'automatiser des tâches (retweets, likes, followers...). Ils sont utilisés pour diffuser à bas coût et massivement de la désinformation, mais aussi lancer des cyberattaques contre des médias, intimider et harceler les journalistes.

Sponsoring publicitaire. Les plateformes récoltent une multitude de données (centres d'intérêts, âge, genre, localisation...), permettant ensuite de cibler le contenu publié selon les profils des utilisateurs. La désinformation sponsorisée est ainsi personnalisée.

Swatting. Cette méthode consiste à appeler le 911 – la police, aux Etats-Unis – en faisant croire que l'appel vient de la maison de la cible choisie. Au téléphone, l'usurpateur raconte une histoire horrible, ce qui a pour conséquence l'envoi d'une équipe SWAT – d'où le terme, swatting – sur la supposée scène de crime. C'est ce qui était arrivé en 2013 au reporter Brian Krebs.



REPORTERS SANS FRONTIÈRES assure la promotion et la défense de la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte 6 bureaux à l'international (Rio, Londres, Tunis, Washington DC, Bruxelles et Taipei) et plus de 150 correspondants répartis sur les cinq continents.

Secrétaire général : **CHRISTOPHE DELOIRE**

SECRÉTARIAT INTERNATIONAL
CS 90247
75083 PARIS CEDEX 02
WEB : WWW.RSF.ORG

REPORTERS
SANS FRONTIERES
POUR LA LIBERTE DE L'INFORMATION